

Document

20.000 Ougandais expulsés de leurs terres

(slateafrique.com)

23 septembre 2011

Les transactions sur de vastes surfaces de terres arables par des gros investisseurs, internationaux pour la plupart, ont un impact catastrophique pour les populations locales des pays concernés, essentiellement en développement.

Un rapport sur les accaparements de terres agricoles publié par Oxfam, une confédération regroupant 15 ONG en donne une illustration saisissante. «Terres et pouvoirs» (PDF) présente cinq études de cas, de ventes ou locations à grande échelle, dont deux en Ouganda et au Soudan du Sud. Car l'Afrique est la principale cible de ces transactions.

Selon le rapport, sur près de 1.100 transactions réalisées depuis 2001 pour une surface équivalente à 67 millions d'hectares, la moitié des terres sont en Afrique.

Le cas de l'Ouganda présenté dans le rapport révèle que plus de 20.000 personnes ont été expulsées des terres où elles étaient installées depuis plusieurs décennies, se retrouvant ainsi sans abri ni ressources.

Dans le Guardian, Francis Longoli, un fermier ougandais, témoigne:

«Je me souviens de mes terres: 1,2 hectare de café, avec de nombreux manguiers et avocatiers. J'avais 2 hectares de bananiers, 10 ruches, deux maisons. Mes terres me donnaient tout. Les gens m'appelaient "omataka", c'est-à-dire "propriétaire terrien". C'est fini maintenant. Je fais partie des plus pauvres».

Ce chef d'une famille de six personnes a été expulsé en 2010 par le gouvernement ougandais, à l'instar de milliers d'autres vivant dans les villages de Kiboga et Mubende. Leurs terres ont été cédées à la New Forests Company (NFC), une société basée au Royaume-Uni qui veut y planter des arbres, afin de disposer de crédits-carbone et vendre du bois.

Selon le Guardian, NFC est détenu à 20% par la banque HSBC et se présente comme une entreprise forestière de développement durable et socialement responsable. Outre l'Ouganda, NFC a des licences pour planter des arbres en Tanzanie, au Mozambique et au Rwanda.

La situation dramatique des expulsés ougandais n'est pas un cas unique. Le Soudan du Sud, qui a proclamé son indépendance le 9 juillet 2011, pourrait lui aussi se retrouver dans la même situation.

Selon Oxfam, les acquisitions de terres à grande échelle mettent en péril les perspectives socioéconomiques dans le nouvel Etat, où «l'agriculture à petite échelle est la principale source de subsistance pour 80% des ménages». Or, «entre 2007 et 2010, les entreprises étrangères, les gouvernements et les individus ont recherché ou acquis au moins 2,64 millions d'hectares (26.400 km²) pour un usage agricole, les agrocarburants et les projets forestiers.»